Monsieur le Premier ministre
Sébastien LECORNU

Bagnolet le 20 octobre 2026

Monsieur le Premier ministre,

Le mardi 29 septembre dernier, à l'appel de toutes les organisations syndicales de la fonction publique, les agent·es publics se sont mobilisé·es nombreux et nombreuses par la grève et dans les manifestations, témoignant ainsi de leur attente forte et pressante pour la revalorisation de leurs rémunérations et leurs carrières à la hauteur de leur engagement quotidien dans la réalisation de leurs missions.

Les personnels exigeaient aussi que les pensions soient augmentées pour garantir le pouvoir d'achat des retraité·es et que le maintien de rémunération en cas de congé maladie soit rétabli dans son entièreté. Ils demandaient encore des mesures ambitieuses en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ainsi que les moyens humains et budgétaires pour réaliser le service public dans l'intérêt général, en garantir l'égalité d'accès et répondre aux conséquences du dérèglement climatique.

Le vendredi 2 octobre 2026, le ministre de l'Action et des Comptes publics convoquait les organisations syndicales de la fonction publique pour discuter des suites du rendez-vous salarial du 3 juillet, alors même que votre gouvernement venait de déposer au Parlement son projet de loi de finances pour 2027 sans qu'il ne prévoie aucune mesure générale pour améliorer les conditions de vie des agent·es publics.

Sans surprise, le ministre David Amiel n'a fait aucune annonce susceptible de répondre aux enjeux de reconnaissance légitime de la dignité du travail des agent·es publics et de réduire la grave crise d'attractivité de la Fonction publique. Tout au plus, sont prévues quelques mesures touchant les premiers échelons des carrières des catégories C et B visant seulement à les rapprocher du niveau du SMIC ou corrigeant quelques ralentissements de carrière pour quelques corps. Nous refusons toujours qu'un·e agent·e public ait un salaire indiciaire inférieur au SMIC.

Le tassement des carrières créés par les politiques menées depuis 2017 n'est pas corrigé. Aucune mesure générale bénéficiant à l'ensemble des agent·es publics n'est prévue. C'est irresponsable.

…/…

Les organisations syndicales de la fonction publique vous demandent donc de bien vouloir les recevoir pour discuter des mesures générales qui pourraient être introduites dans le projet de loi de finances pour 2027 en cours d'examen parlementaire. Elles restent porteuses de l'ensemble des revendications formulées dans leur appel à la mobilisation du 29 septembre dernier.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, en notre détermination collective.

Sylviane BROUSSE
Coordinatrice de la CGT Fonction publique

Christian GROLIER
Secrétaire général de l'UIAFP-FO

Laure REVEL
Secrétaire générale de l'UFFA-CFDT

Luc FARRÉ
Secrétaire général de l'UNSA Fonction publique

Caroline CHEVÉ
Secrétaire générale de la FSU

Gaëlle MARTINEZ
Déléguée générale de Solidaires Fonction publique

Pascal KESSLER
Président de la FA-FP